Info Flash'

Par les S1 des Retraités
Nord / Pas-de-Calais

Octobre 2026

Automne 2026 : une mobilisation sociale d'une ampleur inédite depuis 2023.

Depuis la fin du mois de septembre 2026, marquée par le début du mouvement lycéen et sa convergence avec la journée nationale intersyndicale de grèves et de manifestations dans l'ensemble de la Fonction Publique, la mobilisation sociale est à l'ordre du jour dans notre pays.

Le mouvement des lycéen·nes s'est imposé par sa force et sa détermination.

Il a porté ses revendications malgré la répression policière et la surdité du gouvernement : conditions d'études dégradées, bâtiments en mauvais état, inégalités scolaires profondes, rejet de Parcours Sup... autant de questions qui ont rallié de nombreux personnels et parents, leurs organisations, ainsi que le soutien des forces politiques de gauche.

Début octobre, en convergence avec le mouvement lycéen, la mobilisation des étudiant·es gagne de nombreuses universités et accroît la mobilisation de la jeunesse, contribuant à mettre en lumière les revendications et aspirations de la jeunesse française, bien loin des caricatures méprisantes qu'en faisaient jusqu'alors de nombreux commentateurs.



Grâce à cette détermination, à des journées d'action puissantes et festives (plus de 400 000 le 6 octobre, près de 500 000 le 13), aux convergences croissantes avec de nombreuses et nombreux salarié·es et retraité·es et leurs organisations syndicales, le mouvement s'inscrit dans la durée et s'amplifie malgré la répression des forces de police (lycéen·es et étudiant·es blessés, mutilés à la suite de ces violences policières, des milliers d'arrestations avec garde à vue). Le gouvernement s'enlise dans la surdité et le mépris, ignorant les revendications ou feignant d'y répondre par des annonces grotesques, tout en mobilisant à grand bruit l'arsenal répressif contre les lycéen·es caricaturés en « casseurs ».

Le 17 octobre, la mobilisation sociale prend une nouvelle ampleur.

A l'appel du mouvement lycéen et étudiant, de plusieurs organisations syndicales (dont la CGT et la FSU), de la FCPE et d'associations de Gilets jaunes, en reprenant les revendications lycéennes et étudiantes, en y associant la dénonciation de la baisse du pouvoir d'achat, de la vie chère, de la dégradation des conditions de vie et des services publics, avec la demande de réponses rapides et significatives de la part de l'exécutif et du législatif, alors que le budget 2027 est en débat. Plus de 800 000 personnes ce jour-là dans toute la France : une mobilisation massive, impressionnante et déterminée qui met en cause les 10 ans de macronisme et dénonce les violences policières.

Sans surprise, les scènes de casse et de pillage qui ont essaimé dans une partie du pays en fin de journée, le 17 octobre, ont tourné en boucle dans tous les médias: un écran de fumée bien utile au pouvoir macroniste pour détourner l'attention d'une partie des Français·es de la mobilisation puissante de cette journée, pour lancer des accusations, devenues habituelles depuis 2016, contre « l'ultra-gauche » et « les jeunes de banlieue », en y associant maintenant « la France insoumise ».

Cette indigence malhonnête des « analyses » politiques proférées par le gouvernement, relayées par toutes les forces politiques du centre à l'extrême-droite et par la grande majorité des médias, a conduit le Premier ministre à prononcer cette phrase d'un schématisme absurde : « *Soit on est dans le camp de la République et donc des forces de l'ordre (...), soit on est du côté des casseurs.* »

Face à ces manifestations populaires, puissantes et déterminées (la journée du 24 octobre a été encore très réussie), le spectacle sidérant d'un exécutif droit dans ses bottes qui répond par des pouvoirs accrus aux préfets et de nouvelles restrictions des libertés publiques !

10 ans de macronisme ont accéléré la dégradation des conditions de vie et des services publics.

La précarité et la pauvreté ont explosé (15% de pauvres et 26% de précaires dans la population française selon les dernières statistiques disponibles) au même rythme que les milliardaires ont suraccumulé les richesses, ce qui illustre sans ambiguïté les effets réels de la politique dite du « ruissellement », mise en œuvre par les macronistes et qui a effectivement profité à ses plus fervents partisans, les multinationales et la grande bourgeoisie.

Cette politique s'est accompagnée d'attaques répétées contre les services publics et la protection sociale, contre l'ensemble du système de redistribution des richesses et les droits des salariés.

La mobilisation lycéenne et étudiante permet de mesurer l'état de dégradation de l'école publique comme des universités, asphyxiées par l'insuffisance des recrutements de personnels et des budgets de fonctionnement et désorganisées par les réformes Blanquer qui ont accentué les inégalités scolaires, le tri des élèves et l'essor des établissements privés.

La colère de la jeunesse qui se mobilise depuis un mois, sa détermination se nourrissent aussi de son inquiétude pour l'avenir qui se dessine pour cette génération, avec les effets toujours plus réguliers et spectaculaires du réchauffement climatique, avec les crises géopolitiques dans le monde accompagnées de guerres et de massacres.

Cette colère et cette détermination exigent, dans l'immédiat, de l'exécutif et du Parlement, des réponses à la hauteur des revendications exprimées. Elles s'opposent aussi à l'extrême-droite et à son ambition de s'emparer du pouvoir en France au printemps prochain en appelant avec force à une démocratisation politique et sociale profonde.

Retraité·es, rejoignons toutes et tous la mobilisation du 5 novembre.

Ensemble avec les lycéens et les étudiants qui réclament des moyens pour étudier dans de bonnes conditions : des bâtiments et des équipements salubres et en bon état, des classes moins chargées, des professeurs dans chaque matière. L'un des principes de notre République, c'est l'égalité : tout doit être mis en œuvre pour offrir à la jeunesse un meilleur avenir.

Ensemble avec le monde du travail, pour de meilleurs salaires, pour l'augmentation des minima sociaux, des indemnités chômage : pour que toutes et tous puissent vivre, et pas seulement survivre.

Ensemble pour exiger la sauvegarde et le développement des services publics, et l'arrêt de tout démantèlement.

Ensemble pour exiger le retour à l'universalité des droits pour la protection sociale : chacun selon ses moyens, chacun selon ses besoins, pris en charge à 100% par la Sécurité Sociale.

Ensemble pour exiger une fiscalité juste mettant à contribution patrimoines, héritages et dividendes. Nous ne pouvons plus accepter que les citoyens riches fassent sécession en refusant d'acquitter l'impôt.

Ensemble, pour condamner la politique de répression systématique d'un gouvernement qui cherche à masquer l'incapacité du pouvoir à répondre aux revendications des jeunes.

Mobilisés avec tous les retraités pour exiger l'indexation des pensions au moins sur l'inflation et l'augmentation de toutes les pensions, le rattrapage des mois de pension perdus depuis 10 ans, le maintien de l'abattement fiscal à 10%.

Nous rejetons les discours de haine et de division du mouvement social entre jeunes et vieux et vieilles, immigré·es, chômeurs, chômeuses et salarié·es. C'est toutes et tous ensemble que nous devons lutter, et que nous gagnerons sur nos revendications.

La force de la mobilisation réside dans sa détermination pacifique et populaire et le gouvernement Lecornu a fini par y répondre par de premières annonces le 26 octobre. Le mouvement lycéen prend acte de ce premier bougé après un mois et appelle **à poursuivre la mobilisation jusqu'à la prise en compte et le financement de l'ensemble de leurs revendications.**

Le 5 novembre, l'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestations, qui doit permettre d'amplifier, unir et renforcer les exigences (écoles et universités, salaires, services publics, taxation des superprofits, fin de l'austérité et de l'atteinte aux libertés publiques), avec la perspective de poursuivre la mobilisation jusqu'à ce que le gouvernement et le Parlement les prennent en compte et y répondent.

Prenons toute notre part dans cette mobilisation et contribuons à la rendre encore plus puissante et victorieuse !